

LES SPÉCIALISTES TIRENT LA SONNETTE D'ALARME

Seulement 7% des femmes allaitent leurs enfants

«Il faut redonner à la femme sa dignité au moment de l'accouchement si l'on veut sensibiliser et informer sur l'allaitement et ses bienfaits», a déclaré, hier, le professeur Lebane, chef du service néo-natalité à l'hôpital Mustapha-Pacha (Alger) et responsable de l'Initiative hôpital ami des bébés (IHAB).

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - «Les mamans ne nous écoutent pas en éducation sanitaire, elles se sentent en milieu hostile au niveau des maternités.

Il faut redonner à la femme une dignité au moment de l'accouchement pour espérer obtenir des résultats», a dénoncé le professeur Lebane lors d'une conférence-débat organisée dans le cadre de la semaine consacrée à l'allaitement maternel.

Le professeur Lebane dira, dans son intervention, qu'il est nécessaire d'initier une réflexion avec le secteur de l'éducation nationale en vue d'arriver à ce que les bienfaits de l'allaitement soient enseignés en cours de biologie dans les paliers supérieurs.

«L'enseignement, c'est la clé», a précisé le professeur Lebane, rappelant que le lait maternel est un vaccin naturel et que c'est «une folie de priver le nouveau-né de l'allaitement».

L'intervenant déclarera aussi que les pressions de la vie moderne empêchent l'allaitement.

Pour le spécialiste, il s'agit aussi de convaincre le personnel de santé de sensibiliser sur l'importance de cet acte.

Il recommandera, enfin, d'aller aux assises nationales de la naissance pour améliorer la situation de l'accouchement avec les surcharges des maternités.

Les spécialistes présents à la rencontre ont alerté en disant que



Photo : Samir Sid

«Il est immoral de priver un enfant des bienfaits de l'allaitement.»

l'allaitement des nouveaux-nés est en net recul. Si, il y a une vingtaine d'années, 80% des mères allaitaient, elles sont actuellement seulement 7% à le

faire. Les mamans allaitent de moins en moins, ont dénoncé hier les spécialistes, expliquant que cette situation est négative pour la mère et pour l'enfant qui

perd ainsi l'apport précieux du lait maternel. Pour le professeur Benredouane, il est tout simplement «irresponsable et immoral de priver un enfant des bienfaits de l'allaitement».

Pour l'intervenant, il est nécessaire d'assurer le bien-être de l'enfant qui est sous la responsabilité des parents et dépend complètement d'eux.

Pour sa part, le docteur Chafi Belkacem, chef du service de gynécologie de l'EHU Oran, rappellera que l'Islam recommande une période d'allaitement de deux années pour que la mère et l'enfant bénéficient des bienfaits de l'allaitement.

Les spécialistes diront, de ce fait, que le lait maternel est parmi les principaux piliers et axes des programmes de lutte contre la morbidité, mortalité maternelle, périnatale et infantile du fait de ses bienfaits innombrables sur la mère et le nouveau-né.

F.-Z. B.

DJILALI SOFIANE À KHEMIS MILIANA : «Ce régime est fini»

Djilali Sofiane, président de la formation politique «Djil El Djadid», dans le cadre de la campagne pour les élections du 29 novembre prochain, a animé un meeting mercredi dernier à Khemis Miliana. Dérogeant aux actions protocolaires et faisant du contact direct avec les citoyens, Djilali Sofiane a sillonné, en compagnie de son tête de liste pour l'APC, Ayach Maâmar, tout le boulevard Bougara, et lié langue avec les citoyens et les commerçants en passant par les lieux publics, pour dispenser la vision de son parti de la situation actuelle et de les sensibiliser aux enjeux politiques et leurs impacts sociaux par rapport à cette échéance électorale. Ceci, avant de prendre la parole devant une assistance nombreuse qui l'attendait dans la salle des fêtes, une assistance composée essentiellement de jeunes.

Questionné au sujet du démarrage timide de la campagne et le peu d'enthousiasme de la part des citoyens pour ces élections, et par endroits de leur désintéressement total, Sofiane Djilali pointe du doigt l'administration qu'il tient pour responsable de ce «flottement». A ce sujet, il dira : «Il y a lieu de signaler la grande désorganisation qui règne dans la préparation, les cafouillages flagrants, à tous les niveaux et rouages de l'administration, ceci a induit des retards considérables au sein des partis, des retards en chaîne, notamment pour ce qui est de la tenue des meetings, des affichages et de la campagne d'explication et de sensibilisation elle-même.»

Parlant de la situation sur la scène politique nationale, le président de Djil El Djadid déclare que «le pays va à vau-l'eau».

Evoquant le système de gouvernance, il dira : «Nous constatons, et les citoyens partagent pleinement notre vision, un flottement général et généralisé dans tous les secteurs de l'Etat... on sent que le pouvoir s'essouffle, qu'il n'a plus envie de gérer quoi que ce soit, obsédé par une seule idée, celle de perdurer vaille que vaille.»

Djilali Sofiane ajoute dans le même registre, les Algériens ne croient plus en l'action politique et se réfugient dans la résignation.»

Pour ce qui est de la quête de son parti, il explique «c'est justement contre cet état de fait, contre cette résignation que s'inscrivent notre lutte et nos actions politiques... notre objectif est de raviver la flamme, de l'action politique, seule salvatrice du devenir du pays, en réveillant les consciences surtout chez les générations montantes la jeunesse que nous interpellons aujourd'hui et incitons à s'engager dans l'action politique».

Pour ce qui est de l'avenir du système de gouvernance actuel, le président de Djil El-Djadid se fait sentencieux et affirme, convaincu «ce régime est fini, c'est juste une question de temps, nous et d'autres aussi qui partagent pleinement notre vision, devons dès à présent agir en préparant la relève pour bâtir une Algérie nouvelle où chacun se retrouve, cette Algérie là, dont nous rêvons, est déjà en train de naître».

Karim O.

RENCONTRE SYNDICATS-MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

«Un non-événement»

Les syndicats autonomes qui ont rencontré, jeudi, le ministre de l'Education nationale qualifient ce rendez-vous d'un non-événement». Hormis le rejet de la révision de certains textes du statut particulier des fonctionnaires du secteur, les syndicats n'ont obtenu aucune réponse claire sur les autres points soulevés.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Education nationale, Abdelatif Baba-Ahmed, a rencontré, jeudi, les sept syndicats agréés de son secteur. Le but était d'examiner les préoccupations et revendications soulevées par le partenaire social et leur prise en charge. Une rencontre qui s'est, cependant, limitée, ont rapporté les syndicats, à passer en revue, encore une fois, les problèmes du secteur. Mis à part le rejet de rouvrir le dossier du statut particulier du personnel de l'éducation, le ministre n'a pris aucune décision concernant les autres dossiers en suspens.

Les syndicats sont sortis de cette réunion les mains vides avec toutefois des engagements de la part de Baba-Ahmed. Ainsi, le ministre a fait savoir qu'il soumettra au gouvernement les revendications liées au calcul de la prime du Sud sur la base des nouveaux salaires, la médecine

du travail, le règlement de la situation des professeurs du primaire et du moyen non encore intégrés dans la catégorie 11, la possibilité de bénéficier de logements de fonction ainsi que le règlement des problèmes que rencontrent les corps communs. Ce qui est loin de satisfaire les organisations syndicales.

Le Snapest (Syndicat national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique) affirme son coordonateur, Meziane Meriane, «ressort de cette réunion comme il est entré, avec des promesses, sans plus». Selon lui, «les syndicats qui pensaient trouver des réponses à leurs préoccupations au cours de cette rencontre sont sortis insatisfaits». Meziane Meriane, cependant, a émis des propositions qu'il compte soumettre lors de sa prochaine réunion avec les cadres du ministère. Le Snapest propose de créer des mécanismes dans le

but de rattraper les «injustices» relevées dans le statut particulier. C'est le cas notamment pour les corps communs qui, dit-il, ont été très lésés par ce statut.

Afin d'améliorer leur pouvoir d'achat, le syndicat propose la création d'une caisse compensatrice du pouvoir d'achat. Installée au niveau du ministère de la Solidarité nationale, cette caisse explique-t-il, versera des salaires mensuelles pour tous les corps communs de la Fonction publiques en compensation de leurs bas salaires.

Le syndicat compte débattre des actions à prendre lors de son conseil national prévu pour les 16 et 17 novembre prochains. De son côté, le Cnapest, Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique, n'a enregistré aucune évolution de ses revendications. Le syndicat qualifie la rencontre de «réunion protocolaire ni plus ni moins».

Le ministre, dit-il, n'a donné aucune réponse aux revendications soulevées. «On ne peut pas parler d'une rencontre fructueuse du moment que nous sommes toujours au stade de promesses»,

souignera M. Boudiba, responsable de l'information au Cnapest. Le syndicat attend les prochaines réunions bilatérales pour prendre acte. L'Unpef (Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation) estime que la tutelle a épuisé le délai qu'il lui a été fixé pour s'enquérir des problèmes du secteur. Le moment, estime le syndicat, est à la prise de décisions.

Le syndicat le Satef qualifie également la rencontre de «non-événement». «Jusqu'à quand allons-nous attendre pour avoir enfin des réponses à nos revendications ?», s'interroge le syndicat «au moment où nous attendions à avoir des réponses à nos problèmes, on se retrouve dans une réunion au cours de laquelle nous avons posé les mêmes problèmes sans solution».

Dans un communiqué, le ministre de l'Education nationale qui annonce la tenue de rencontres à part avec chaque syndicats, affirme sa disponibilité «à examiner et traiter les revendications légitimes et raisonnables des syndicats relevant de son département».

S. A.

ALI LASKRI, PREMIER SECRÉTAIRE NATIONAL DU FFS, À PARTIR DE BÉJAÏA :

«Le vote des militaires constituera la plus grande fraude»

Ali Laskri, premier secrétaire du FFS, a animé, avant-hier jeudi, en début d'après midi, un meeting électoral à la Maison de la culture de Béjaïa.

S'exprimant devant un parterre de militants et de sympathisants, le responsable du Front des forces socialistes n'est pas allé avec le dos de la cuillère pour fustiger le pouvoir lui reprochant d'avoir restreint les prérogatives de l'élu et de continuer à tourner le dos aux exigences des populations.

«Toutes les prérogatives sont attribuées à l'administration et non aux élus locaux qui ne reçoivent financièrement que des miettes dans le cadre du développement local et assurer une vie décente aux citoyens», regrette Ali Laskri. L'orateur déplore dans la foulée le blocage des réformes politiques pour une simple raison que le pouvoir est demeuré, dit-il, «sourde cinquante ans après l'indépendance». Le premier secrétaire du FFS a qualifié la gouvernance du pays de «catastro-

phique dans tous les domaines». Une gouvernance aggravée, aux yeux, de l'orateur par «un climat d'insécurité à travers le pays et une instabilité résultant de la faiblesse de la diplomatie algérienne en cette période de crise qui touche les pays voisins notamment le nord du Mali».

Plus loin dans son discours, le leader national du FFS a tenu à rappeler le principe de son parti qui milite «toujours pour l'instauration d'une deuxième république par un changement pacifique car la violence ne ramène rien de positif et arrange les affaires du pouvoir», a-t-il martelé.

Abordant le thème de sa visite électorale dans la wilaya de Béjaïa, le conférencier a exhorté les candidats de son parti «à travailler pour gagner la confiance de la population et de ne pas répondre aux adversaires».

Toujours dans le même registre des élections locales, Ali Laskri a promis que dans l'ensemble des municipalités où son parti détiendrait la majorité, ses élus exerceraient une pression sur l'administration pour faire

aboutir les projets structurants «en souffrance». Citant l'exemple de la wilaya de Béjaïa, Ali Laskri a déclaré que les futurs élus de son parti exigeront du wali à ce qu'il dévoile toute la vérité sur les raisons des retards observés dans le lancement des travaux de réalisation des différents projets à l'instar de celui de la pénétrante qui n'arrive pas à voir le jour malgré les réserves de change du pays avoisinant les 186 milliards de dollars. Sur ce volet des locaux du 29 novembre prochain, Ali Laskri affirme que le vote des militaires constituera, comme pour les précédents scrutins, «la plus grande fraude». Sur un autre plan lié à la liberté d'expression et des droits de l'homme, Ali Laskri, comme lors de sa virée électorale pour les dernières législatives, s'est livré à une véritable diatribe contre la presse qui est, selon lui, «loin d'être libre». A noter qu'à l'exception de la municipalité d'Ighram dans la daïra d'Akbou, le FFS est engagé dans la bataille électorale à travers 51 communes et une liste à l'APW de Béjaïa.

A. K.